



Situation économique de la RDC

Regard des services du FMI à l'issue de la mission du 31 mai au 7 juin 2017

Emmanuel Gbadi Masiokpo,
Fonds Monétaire International

egbadi@imf.org

+243829787513

+243998427646



Sommaire

I. Contexte

II. Une économie en dérapage

III. Des perspectives incertaines

IV. Recommandations



I. Contexte

II. Une économie en dérapage

III. Des perspectives incertaines

IV. Recommandations



- Sur demande des autorités congolaises, une mission du FMI, conduite par Monsieur Mario de Zamaroczy, a séjourné à Kinshasa du 31 mai au 7 juin 2017.
- La mission avait pour objectif de :
 - ✓ passer en revue les évolutions économiques et financières récentes;
 - ✓ mettre à jour le cadre macroéconomique à moyen terme.



I. CONTEXTE

II. UNE ÉCONOMIE EN DÉRAPAGE

III. DES PERSPECTIVES INCERTAINES

IV. RECOMMANDATIONS



L'Économie congolaise, objet de chocs interne et externe



Choc extérieur : Bas
niveau des *cours des
matières premières*

Choc intérieur :
*Incertitudes
politiques*

**Dégradation de la situation
économique en 2016**



Manifestation de la dégradation de la situation économique

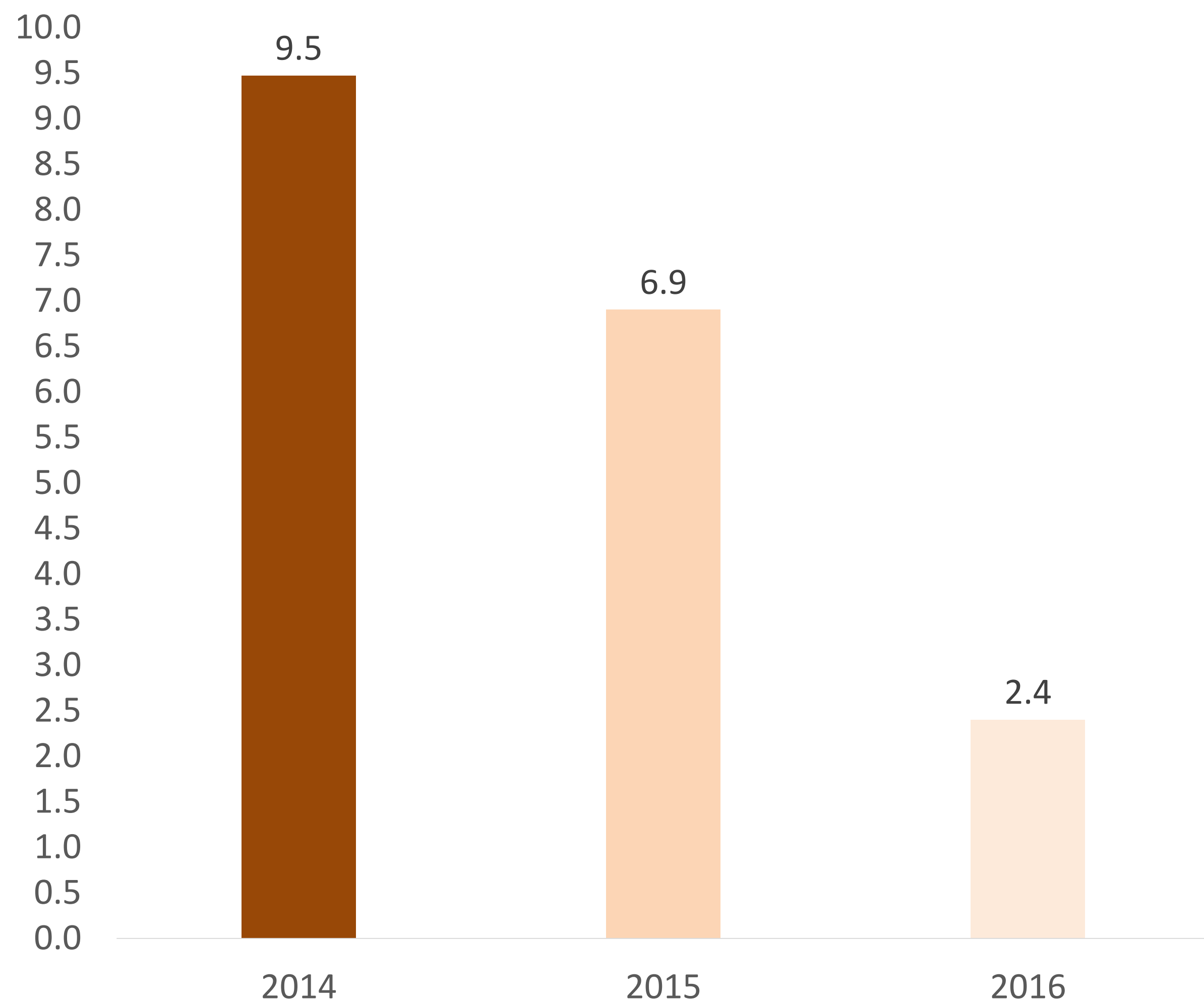
Chocs interne
et externe

- *Ralentissement de la croissance économique,*
- *dépréciation de la monnaie nationale,*
- *pertes de réserves internationales,*
- *fortes pressions inflationnistes.*

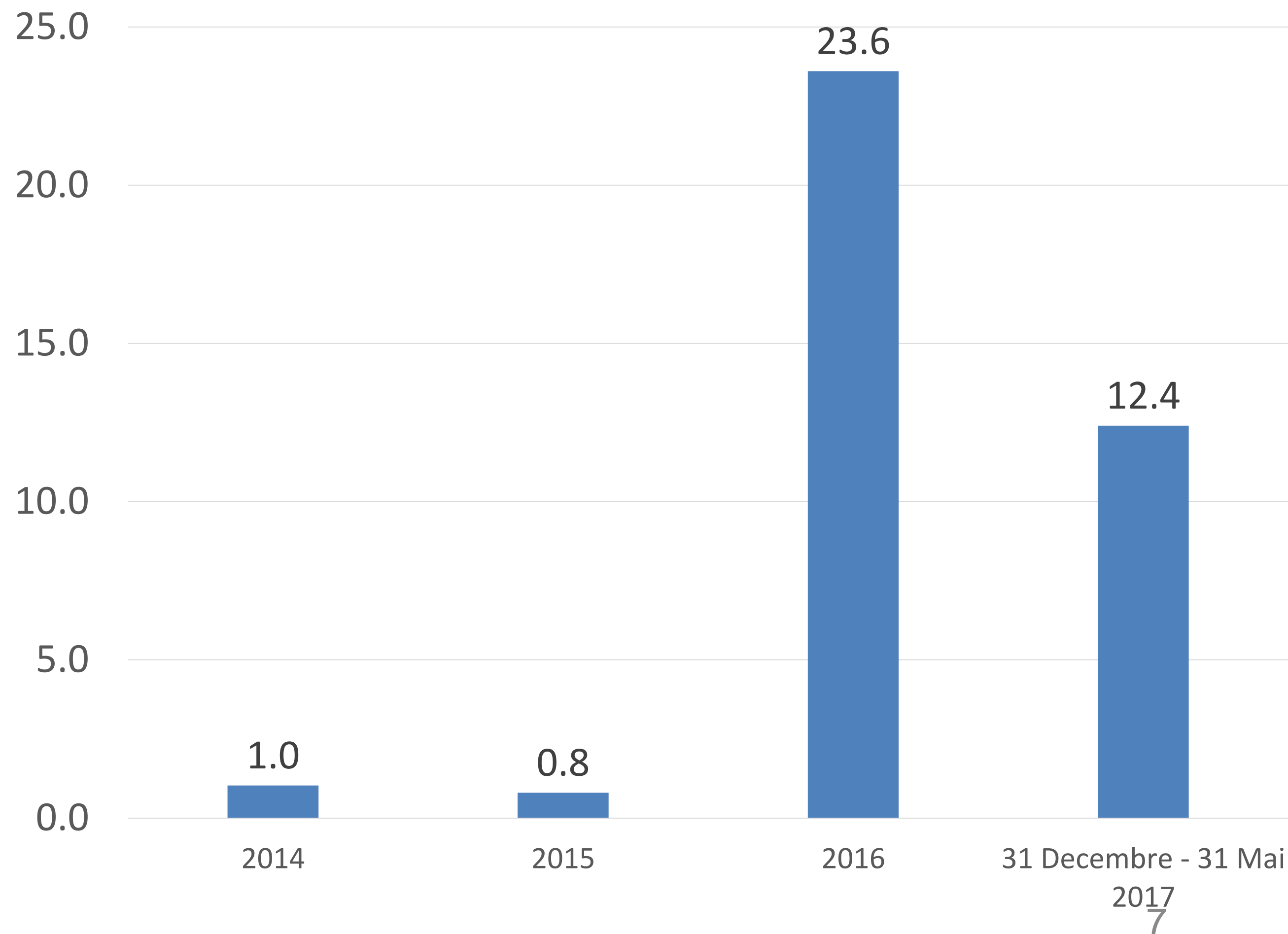


La situation économique s'est dégradée depuis la dernière visite des services du FMI en RDC

Evolution du taux de croissance économique



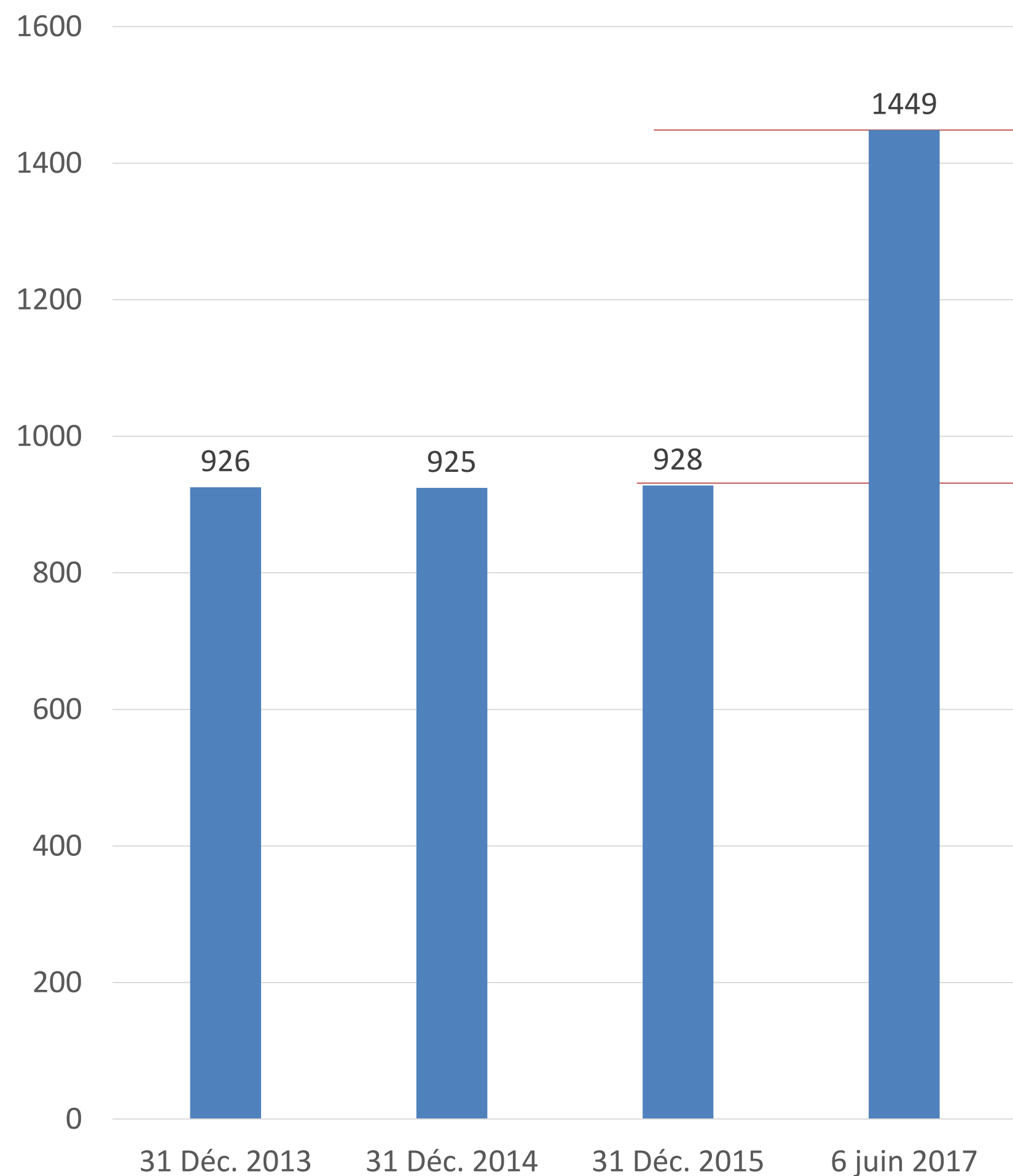
Taux d'inflation fin période en %



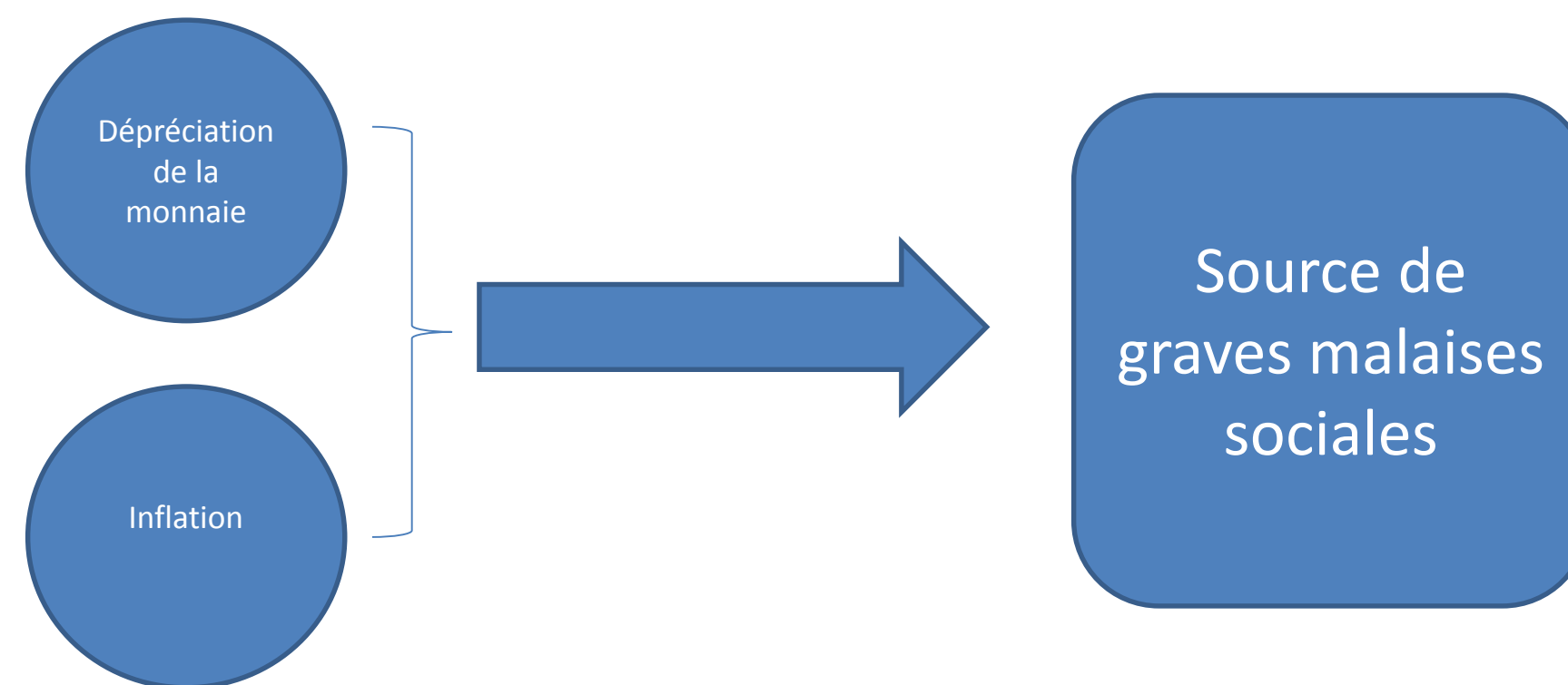


La situation économique s'est dégradée depuis la dernière visite des services du FMI en RDC

Taux de change indicatif fin période



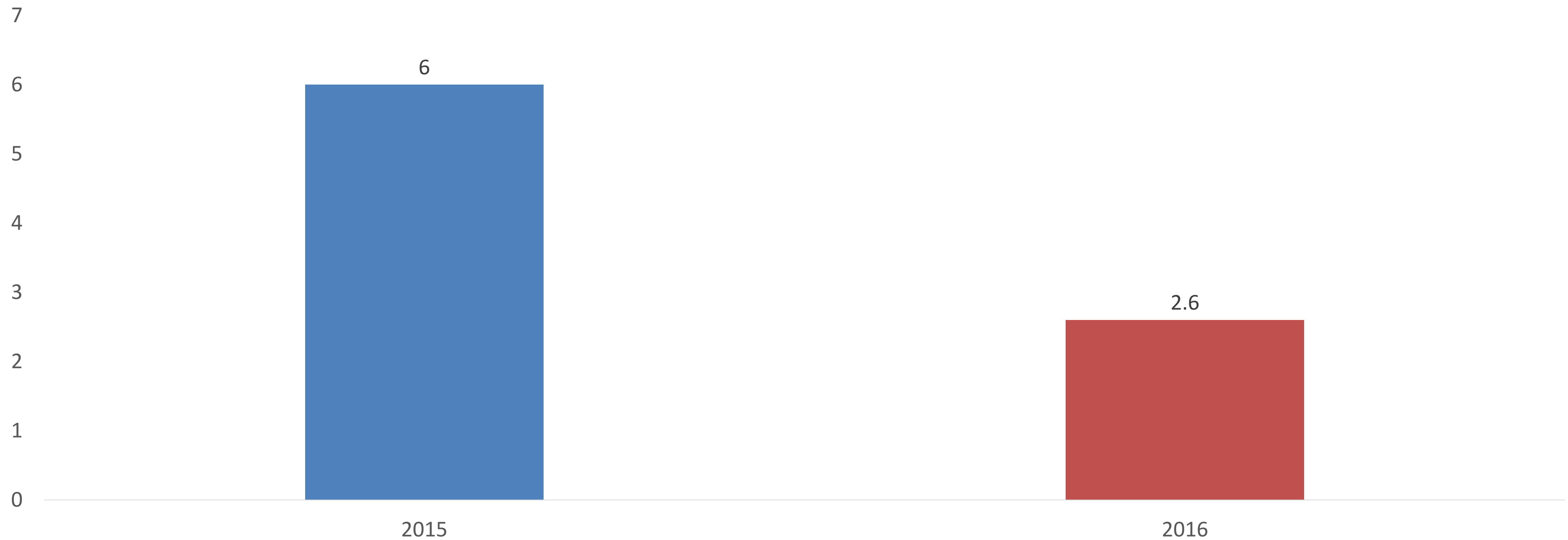
- 56% d'augmentation en dépit des interventions de la Banque Centrale du Congo
- 6 interventions de la Banque Centrale entre janvier 2016 et janvier 2017





Les comptes extérieurs reflètent la situation économique dégradée

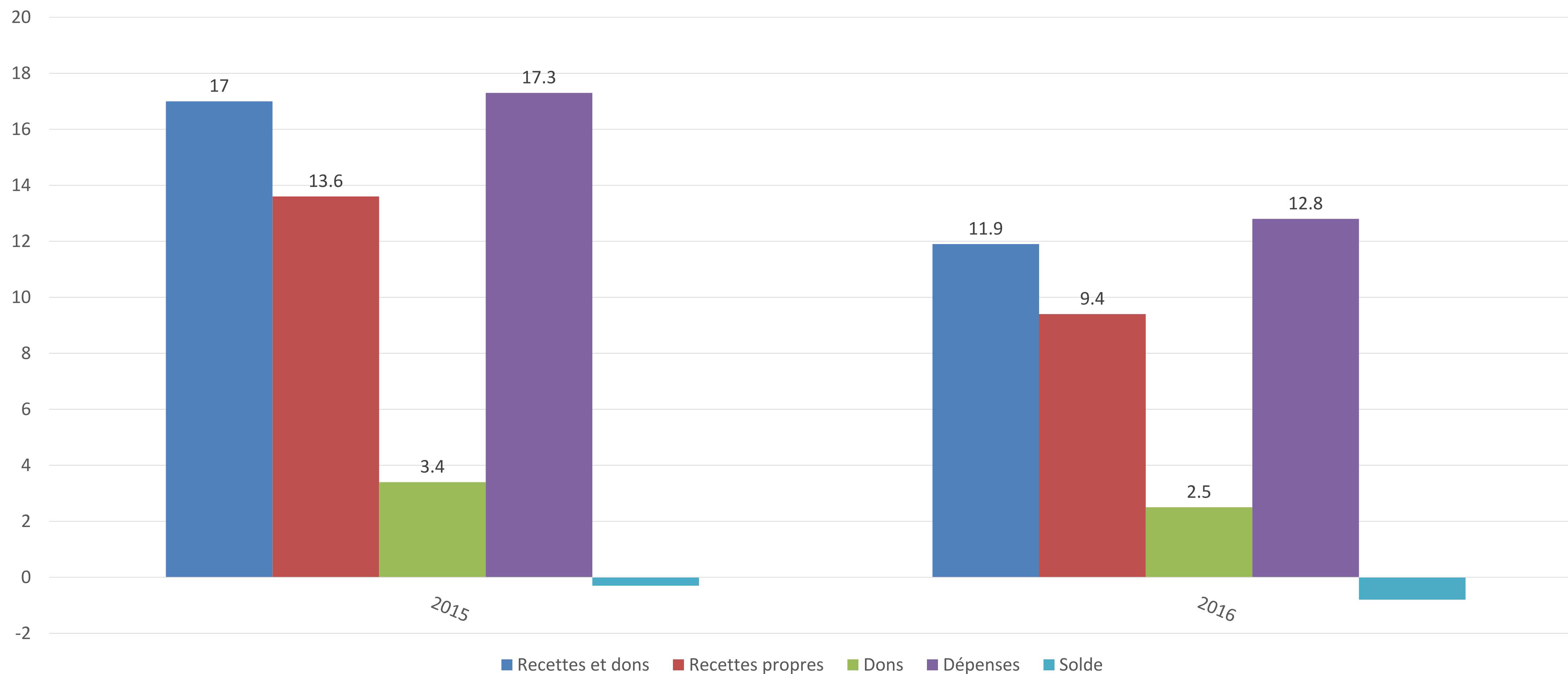
Réserves de la BCC en semaines d'importation





Secteur public : La politique de réduction des dépenses a montré ses limites

Recettes, Dons, Dépenses et solde en % du PIB





Secteur public : Le mode de financement du déficit a eu un impact inflationniste

- Tirages sur les dépôts de l'État auprès de la BCC dans un premier temps;
- Avances de la BCC, contrairement aux dispositions de la Loi relative aux finances publiques;
- A fin mars 2017, léger surplus comptable. Cependant, non prise en compte des impayés de l'État, notamment le non-remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).



Secteur public : La dette publique extérieure apparaît maîtrisée, mais la dette intérieure augmente rapidement

Dette extérieure :

- Risque d'endettement modéré (AVD réalisé en 2015);
- Amélioration du ratio de la dette extérieure au PIB (12,5 % en 2015 et 11,6 % en 2016):
 - recours réduit aux décaissements extérieurs,
 - le service de la dette a été assuré,
 - en 2016, 3 nouveaux prêts extérieurs ont été contractés, avec un élément-don moyen de 52 %.

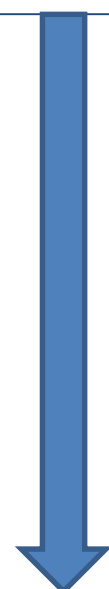
Dette intérieure :

- forte progression de la dette intérieure (3,6 % du PIB en 2015 contre 7,6 % en 2016);
- les arriérés budgétaires en constituent l'essentiel;
- Comprend aussi les avances de la BCC et la TVA non-remboursée.



La BCC a mené une politique monétaire contrastée face à la détérioration de la performance économique

- Relèvement du ratio des réserves obligatoires :
 - 7 % à 12 % pour les dépôts à terme
 - 8 % à 13 % pour les dépôts à vue.
- Relèvement du taux directeur
 - 2% à 14%,
 - ce taux reste très négatif en termes réels



Ponction de la liquidité

- Financement massif de certaines banques défailtantes ou confrontées à une pénurie de liquidités en raison de la dépréciation du taux de change.
- Financement monétaire du déficit de l'Etat



Injection de la liquidité



Les mesures Gouvernementales adoptées pour freiner le dérapage économique n'ont pas eu les effets escomptés

- Les autorités ont annoncé des « mesures d'urgence » en janvier 2016.
- Ces mesures visaient à accroître les recettes publiques et à renforcer la résilience de l'économie.
- À fin mai 2017, elles n'ont pas donné de résultats significatifs, à l'exception de la réduction des dépenses déjà mentionnées



I. CONTEXTE

II. UNE ÉCONOMIE EN DÉRAPAGE

III. DES PERSPECTIVES INCERTAINES

IV. RECOMMANDATIONS



L'année 2017 risque d'être difficile au plan économique

Contexte:

- incertitudes politiques;
- baisse de l'offre d'électricité en raison de la mauvaise pluviosité aggraverait les contraintes pesant sur le secteur minier et les industries manufacturières;
- atteinte des limites des réductions budgétaires suite notamment au coût élevé de la préparation des élections, coût estimé à près de 800 millions de dollars.



L'année 2017 risque d'être difficile au plan économique

Perspectives 2017 :

- le taux de croissance du PIB réel serait plus ou moins de même ordre de grandeur qu'en 2016;
- l'inflation et la dépréciation du francs congolais s'accentueraient;
- le solde budgétaire resterait déficitaire;
- le financement monétaire risque de continuer.



Les perspectives économiques à moyen terme sont tributaires de l'évolution du climat politique et de la conjoncture internationale

- la conjoncture internationale restant peu porteuse au niveau des prix des matières premières, le taux de croissance du PIB réel augmenterait faiblement au regard du poids du secteur extractif dans l'économie;
- un faible recul de l'inflation sur le moyen terme, avec un taux de change suivant une trajectoire similaire.



I. CONTEXTE

II. UNE ÉCONOMIE EN DÉRAPAGE

III. DES PERSPECTIVES INCERTAINES

IV. RECOMMANDATIONS



Mesures à court terme : L'objectif immédiat doit être le retour à un cadre macroéconomique stable et viable

Les principales mesures à court terme sont :

- maintenir une politique budgétaire prudente, mais réaliste;
- viser une augmentation réaliste des recettes pour le reste de l'année 2017;
- mettre en œuvre une politique d'endettement prudente;
- mettre en œuvre une politique monétaire cohérente et restrictive;
- restructurer et recapitaliser la BCC;
- maintenir le régime de change flexible;



Mesures à court terme : quelques mesures pour une augmentation réaliste des recettes pour le reste de l'année

- mettre à jour le fichier des contribuables actifs et le publier sur le site Web de la DGI ainsi que par voie de presse;
- promouvoir l'exploitation des informations disponibles auprès de la douane, de la comptabilité publique et des grandes entreprises;
- recouvrer au moins 10 % des restes à recouvrer considérés comme étant recouvrables sur les douze prochains mois;



Mesures à court terme : quelques mesures pour une augmentation réaliste des recettes pour le reste de l'année

- renforcer le contrôle immédiat (à l'importation) et de destination (après dédouanement) des exonérations afin d'assurer l'utilisation des exonérations conformément à leur statut et destination pour éviter la fraude;
- recenser les exonérations et les exemptions fiscales et douanières et le réduire progressive;
- adopter le Code minier révisé, déposé au Parlement.



Mesures à court terme : Mise en œuvre d'une politique d'endettement prudente

Pour la dette extérieure :

- continuer à privilégier les dons et les prêts concessionnels.

Pour la dette intérieure:

- recenser tous les impayés et dettes de l'État;
- procéder à l'audit des impayés et dettes de l'État;
- arrêter un calendrier de remboursement réaliste.



Mesures à moyen terme

- Parmi les mesures à moyen l'on peut notamment citer :
- accélérer la mobilisation des recettes intérieures;
 - améliorer la gestion des finances publiques;
 - promouvoir la stabilité et l'inclusion financière;
 - accélérer les réformes dans le domaine du climat des affaires.



Merci de votre aimable attention